

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3JC : 068-2392

**Arrêté de mise en demeure relatif à la
société LACROIX RUGGIERI (dénomination sociale : Etienne LACROIX Tous Artifices)
à Sainte Foy de Peyrolières**

2003

Le préfet de la région Occitanie
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite.

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des risques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 relatif à la société Etienne LACROIX Tous Artifices et notamment ses articles 6.4.1.V, 6.10.1, 6.10.2 et 6.10.3 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 14 décembre 2017 faisant suite à la visite d'inspection du 16 octobre 2017, transmis à l'exploitant par courrier du 4 décembre 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence de transmission d'éléments complémentaires à l'étude de dangers de novembre 2012 et d'une étude technico-économique sur le confinement des eaux d'extinction incendie ;

Considérant que ces constats constituent des non-conformités aux articles 6.10.1, 6.10.2, 6.10.3 et 6.4.1.V de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1 : La société LACROIX RUGGIERI, (dénomination sociale: Etienne LACROIX Tous Artifices) exploitant une installation de fabrication et stockage de produits pyrotechniques à Sainte Foy de Peyrolières (31470), ZI de la Saudrune, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de se mettre en conformité vis à vis des dispositions des articles 6.4.1.V, 6.10.1, 6.10.2 et 6.10.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mai 2014 susvisé, relatives à la transmission d'une étude technico-économique sur le confinement des eaux d'extinction incendie et d'éléments complémentaires à l'étude de dangers de novembre 2012.

Art. 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
l'exploitant dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le directeur départemental de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LACROIX RUGGIERI.

Fait à Toulouse, le **29 JAN. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Jean-François COLOMBET